

## SON P-DG MOHAMED MEZIANE L'A RÉAFFIRMÉ HIER

## Les investissements de Sonatrach maintenus

Les projets engagés par Sonatrach, dans le cadre d'un plan quinquennal 2009/2013, seront réalisés, a réaffirmé hier le P-dg de cette entreprise, Mohamed Meziane, dans un entretien accordé à notre confrère *El Watan*. Le coût des investissements à concrétiser est de l'ordre de 63 milliards de dollars pour cette même période.

Depuis le début de la crise financière internationale, qui a entraîné une brusque et vertigineuse chute des prix du pétrole qui sont passés de 147 à 35 dollars le baril, beaucoup de monde s'est interrogé sur l'avenir des investissements que Sonatrach projetait de réaliser. «Aucun projet ne sera remis en cause», a répondu encore hier le P-dg de cette entreprise nationale dont les bénéfices ont atteint, en 2008, les 77 milliards de dollars.

Un chiffre record, se félicite Mohamed Meziane qui rassure que «le choix des projets est bien mûri. Quand on parle de développement de

gisements ou d'un gazoduc, il est clair que cela répond à un objectif bien déterminé. Le plan à moyen terme 2009-2013 va couvrir à peu près un montant de 63 milliards de dollars. Le choix des projets est fait et la décision de les réaliser est prise».

Beaucoup de ces projets ont été déjà lancés, note-t-il. On peut citer ceux inscrits dans le cadre du programme pétrochimique, à l'exemple de «l'ammoniac et des engrais avec Bahwan et avec Orascom, le projet de cracking d'éthane avec Total et le complexe de méthanol avec le consortium international



Mohamed Meziane.

Almet». D'autres projets attendent des soumissionnaires comme celui du «cracking du fuel, le cracking du naphte» dont les avis d'appels d'offres seront toujours valables. Quant aux projets de déshydrogénation du propane, du polypropylène et de la raffinerie de Tiaret, M. Meziane affirme qu'ils «sont en cours de maturation». Concernant la réalisation d'un complexe d'aluminium, le P-dg de

Sonatrach déclare qu'«on n'a pas encore terminé les études».

Le projet en question, dont le coût dépasse les 3 milliards de dollars, est en cours de maturation et de discussion, dit-il. Les investissements consentis par la Sonatrach à l'international sont aussi maintenus. «En Libye (...), nous avons entamé, sur le deuxième bloc 95-96, les études géologiques qui étaient prévues. En Egypte ou en Tunisie, on continue notre programme. Au Mali, on est également présent. Au Niger, (...) on va entamer nos travaux. En Mauritanie, c'est la même chose, que cela soit en partenariat avec Total ou sur les blocs Sonatrach. Au Pérou, le développement continue. La création et la mise en place de sociétés de commercialisation de gaz ont commencé. En Espagne et en Italie aussi. En

Grande-Bretagne, la société fonctionne. En France, j'espère qu'on verra, cette année, la création de la société de commercialisation», a-t-il précisé. Signe de la ténacité de Sonatrach à poursuivre son plan de développement sur le national et l'international, son ambition d'atteindre les 85 milliards de mètres cubes d'exportation de gaz à l'horizon 2012. Mohamed Meziane croit qu'il y a suffisamment de ressources et de gisements pour satisfaire la demande en gaz et en pétrole. «Il y a le gisement de Gassi Touil qui va entrer en production en 2012 (avec 6 milliards de mètres cubes par an). Le sud-ouest est pour bientôt. On a le développement de la zone du sud-ouest qui sera au rendez-vous en 2012-2013. Il y a trois gisements qui sont mûris et sur lesquels on va se lancer : Timimoun avec Total, Touat

avec GDF-Suez, Reggane avec Repsol. Cela va nous donner 8 à 9 milliards de mètres cubes. Il y a la découverte avec StatoilHydro. Il y a aussi les gisements de Sonatrach, le projet de l'Ahnet, le gaz profond sur lequel on est en train de travailler. On a des forages en cours pour déterminer les ressources et les réserves. Cela demande des technologies. Nous avons aussi les 4 blocs qui viennent d'être attribués et qui viendront après (...), a-t-il encore rappelé. D'autres découvertes ont été réalisées au cours de l'année 2008. Elles étaient au nombre de 16 gisements au cours de l'année dernière et concernaient des matières comme l'huile, le gaz à condensat dans les régions d'Aïn Aménas, Berkine, Oued Mya, et dans le sud-ouest du Sahara algérien.

Synthèse L. M.

## AU PROFIT DES ENTREPRISES

## Lancement d'un annuaire des cabinets de conseil en management

Au profit des entreprises algériennes, un code sur la bonne gouvernance sera présenté fin février lors d'assises nationales. Également, un annuaire des cabinets de conseil en management d'entreprise vient d'être mis à disposition de ces entreprises, en attendant le regroupement de ces cabinets au sein d'une association.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir) – Il est le fruit d'une réflexion engagée dès 2002 et concrétisée en collaboration entre l'agence allemande de coopération technique GTZ et le ministère de la Petite et Moyenne entreprise et de l'Artisanat. Un annuaire des cabinets de conseil en management d'entreprise vient, en effet, d'être mis à la disposition de l'establishment entrepreneurial national (entreprises, associations et organisations professionnelles...). Présenté officiellement hier à l'hôtel El-Aurassi, cet annuaire (un livret accompagné

d'un CD rom interactif) comporte quelque 252 références de cabinets implantés dans 31 wilayas du pays. Ces cabinets exercent essentiellement des activités de conseil notamment en matière de gestion, organisation et mise à niveau des PME.

## Objectif, améliorer la compétitivité des entreprises

Le premier du genre, cet annuaire a été élaboré dans le cadre du Programme de promotion et développement économique durable (DEVED), d'initiative allemande et appuyée par l'expertise de la GTZ. Basé sur l'inscription volontaire des cabinets et soumis à une actualisation périodique, cet annuaire a été conçu dans un souci de transparence et professionnalisation et se veut un support d'informations fiables. Cela, en attendant que les cabinets se regroupent dans le cadre d'une structure associative, une nécessité même si des contacts avec des bureaux d'étude intéressés sont déjà lancés, selon la directrice de la GTZ Algérie et

du DEVED, M<sup>me</sup> Ulrike Rösler. Voire l'élaboration d'une législation spécifique à cette corporation, la pertinence de cette législation restant encore à démontrer. Impulsé depuis 2007, le programme DEVED vise fondamentalement l'amélioration de la compétitivité des petites et moyennes entreprises algériennes de moins de 20 salariés. En relevant, selon le ministre de la PME et de l'Artisanat, Mustapha Benbada, qu'une expertise nationale a pu être formée grâce à l'assistance de l'agence GTZ, dans le cadre du programme PME Conform.

## MEDA II opérationnel en mars 2009

Cette expertise a ainsi participé à hauteur de 65 % dans l'accompagnement des PME et la réalisation du programme de mise à niveau des entreprises, engagé avec l'appui de l'Union européenne (MEDAI) et clôturé en 2008. Dans cet ordre d'idées, Mustapha Benbada a indiqué que le second programme MEDA, d'appui aux entreprises et agréé en mars 2008, devrait être opérationnel en mars 2009, la partie européenne devant achever un ensemble de procédures.

Quant à la partie algérienne, tout est «prêt», selon le ministre de la PME, hormis la désignation du directeur exécutif en charge de ce programme.

Cela étant, les entreprises algériennes disposeront prochainement d'un autre outil d'accompagnement. Il s'agit, dira Mustapha Benbada, du code sur la gouvernance d'entreprises en Algérie, validé en décembre dernier et qui sera présenté officiellement dans quelques semaines, soit à la fin février, lors d'assises nationales. A ce propos, le ministre de la PME a indiqué qu'une task-force représentative de l'establishment entrepreneurial, appuyée par la Société financière internationale (SFI), relevant du groupe de la Banque mondiale, a participé à l'élaboration de ce code.

C. B.

## ADHÉSION DE L'ALGÉRIE À LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE ARABE

## L'hostilité des opérateurs «incompréhensible», selon Benbada

L'hostilité des opérateurs économiques à l'adhésion de l'Algérie à la Zone de libre-échange arabe est «incompréhensible» pour le ministre de la PME et de l'Artisanat. Hier, en marge de la présentation d'un annuaire destiné aux entreprises, Mustapha Benbada a déclaré qu'il ne comprenait pas l'assentiment des opérateurs nationaux pour la zone de libre-échange avec l'Union européenne et leur hostilité à une zone similaire avec le monde arabe. Et cela d'autant que les échanges commerciaux de l'Algérie avec les pays arabes ne sont pas importants et que l'appartenance au monde arabe serait bénéfique au développement de l'économie algérienne. Voire que l'Union européenne a démarré sur une base économique (lancement d'une intégration industrielle dans l'acier).

C. B.

## LA DÉCISION A ÉTÉ PRISE HIER PAR LA SGP SOMINES

## Le P-dg du groupe Ferphos relevé de ses fonctions

La Société de gestion des participations Mines (SGP Somines) a décidé, hier, de relever de ses fonctions Lakhdar Mebarki, président-directeur général du Groupe Ferphos.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Dans le cadre de la préservation des intérêts du Groupe Ferphos, le président du groupe, en l'occurrence M. Mebarki Lakhdar, vient d'être relevé de ses fonctions par l'assemblée générale extraordinaire tenue ce jour, au siège de la SGP Somines», précise un communiqué de cette société de gestion des participations adressé,

hier, à notre rédaction. Le document précise que Mebarki fait actuellement l'objet de «poursuites judiciaires» basées sur des rapports d'audits «accablants». «Les premiers éléments d'enquête ont été transmis au procureur de la République de Annaba par la brigade économique de la Sûreté de wilaya de Annaba. Les rapports des audits internes et externes ainsi que ceux des commissaires aux comptes qui ont alerté les responsables de la SGP Somines ainsi que le parquet de Annaba, sont accablants. Une dizaine de griefs, et pas des

moindres, sont retenus contre ce responsable dans la gestion du siège du groupe ainsi que de ses filiales, notamment Ferbat et Sotramines (corruption, abus d'autorité, abus de biens sociaux, détournement, non-respect des procédures de passation de marchés publics, enrichissement illicite...).» Notons, par ailleurs, qu'il était impossible de confirmer cette information auprès du principal concerné. Les tentatives pour joindre Lakhdar Mebarki sont restées vaines.

T. H.

## ENFANTS DE GHAZA

## Il faut guérir

## les traumatismes

Ils sont désorientés, choqués et en souffrance permanente. Les enfants de Ghaza ont peur. Ils ne connaissent plus le sommeil ni le repos. Ils sont simplement traumatisés par le million de kilogrammes de bombes qui se sont abattues sur leurs maisons pendant vingt-deux jours. Préoccupée par l'avenir des enfants palestiniens, précisément à Ghaza, la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (Forem), a animé hier, au forum *El-Moudjahid* une conférence pour sensibiliser les citoyens sur la situation de ces enfants et chercher des mécanismes d'aide et d'assistance.

Ils sont près de 800 000 enfants à Ghaza à souffrir de traumatismes psychologiques qui, s'ils ne sont pas traités dans l'immédiat, risquent d'avoir des conséquences dramatiques sur leur avenir. «Il est urgent de traiter ces séquelles et guérir le psychisme de ces enfants», ont soutenu les spécialistes de la Forem, qui réfléchissent sur l'envoi, dans les prochaines semaines, d'équipes de psychologues à Ghaza dès que la situation le permettra. Si des experts israéliens pensent que terroriser la population est une façon de faire retourner celle-ci contre le Hamas, c'est l'effet inverse qui pourrait se produire, si les enfants victimes de cette sale guerre ne sont pas pris en charge psychologiquement. 410 enfants sont morts durant ces bombardements et 2 200 sont blessés. 50 000 familles palestiniennes se retrouvent sans domicile, en plus des 45 000 réfugiées.

Un bilan fait état de 20 000 maisons partiellement détruites et 5 000 autres parties en fumées. La catastrophe est tellement énorme que la reconstruction sur le plan psychologique de ces populations pourrait prendre des années.

Les spécialistes de la Forem, très attentifs à l'évolution de la situation à Ghaza, ont affirmé que trois millions de lettres ont été adressées par les enfants algériens à leurs frères en Palestine, par le biais de l'ONU et de l'Unicef. Par ailleurs, la Forem propose à chaque famille algérienne de parrainer un enfant de Ghaza. Cela est-il possible ? Comment y procéder ? Ce sont des questions sur lesquelles travailleront les associations algériennes.

R. M.